



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le vendredi 6 septembre 2024

Non au Mercosur

Jeunes Agriculteurs et la FNSEA disent non à la reprise des discussions sur le Mercosur, sans que ces dernières ne prennent en compte les critiques soulevées lors des mobilisations de ce début d'année. L'agriculture, utilisée comme variable d'ajustement dans les accords commerciaux internationaux, sans clauses miroirs, engendrant des distorsions de concurrence qui fragilisent les filières agricoles européennes, n'est plus acceptable pour nos agriculteurs.

Les mobilisations historiques des agriculteurs européens de janvier 2024 avaient pourtant mis en lumière la question des distorsions de concurrence dans tous les débats, rappelant que les normes issues des engagements européens en matière agricole et environnementale ne faisaient pas l'objet de clauses miroirs dans les accords commerciaux internationaux que l'Union européenne négocie avec ses partenaires. Cela crée de facto une concurrence déloyale sur notre marché intérieur et une profonde incompréhension chez les agriculteurs. En effet, on impose de plus en plus de normes aux agriculteurs européens, engendrant des coûts et des pertes, et dans le même temps, on négocie l'importation de marchandises qui ne respectent pas nos standards de production, déséquilibrant encore davantage des secteurs agricoles déjà fragiles tels que, par exemple, la viande bovine, la volaille, le riz, le sucre ou l'éthanol. La balance commerciale, même lorsqu'elle est positive, ne doit pas se faire au détriment de certaines de nos filières agricoles stratégiques. C'est également une prise en otage des consommateurs qui n'ont aucune visibilité sur leur alimentation à l'heure où chacun appelle à consommer local.

De plus, ces discussions reprennent juste au moment où les travaux du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture européenne, rassemblant une vingtaine d'acteurs représentant tous les domaines agricoles, vient de rendre ses préconisations à la Commission européenne. Ces conclusions mettent en évidence la nécessité d'une plus grande cohérence entre la politique commerciale de l'Union européenne et sa politique de durabilité, notamment en reconnaissant l'importance stratégique de l'agriculture et des produits alimentaires dans les négociations commerciales. En effet, la reprise des négociations porte sur l'addenda environnemental, qui doit permettre d'apporter une plus grande durabilité à l'accord. Or, comment est-il possible de parler de durabilité sans clauses miroirs strictes ? Sans prendre en compte les évolutions normatives (Green Deal) et géopolitiques (guerre en Ukraine) en repartant d'un projet d'accord validé en 2019 ?

Jeunes Agriculteurs et la FNSEA rappellent que l'agriculture ne doit plus être sacrifiée et considérée comme une variable d'ajustement pour conclure les accords commerciaux internationaux. Au contraire, l'agriculture doit être protégée et considérée comme l'un des principaux secteurs stratégiques européens.

Contacts Presse :

Antoine Giacomazzo / 07 78 11 69 86 / antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr

Remi Rossi / 07 86 22 90 67 / rrossi@jeunes-agriculteurs.fr